

PRÉFECTURE DE LA SEINE - MARITIME

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE,
DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FINANCES
SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE

ROUEN, le

4 OCT. 1999

Affaire suivie par M^{me} GIEL

FG/CB- 02 32.76.53.95

Rappeler impérativement les références ci-dessus

Télécopie : 02.32.76.54.60

S.A.R.L. HOYER LAVAGE

SANDOUVILLE

**RÉDUCTION DES NUISANCES
OLFACTIVES**

PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

DOSSIER N° 9800062

- **ARRÊTÉ** -

LE PRÉFET,

DE LA RÉGION DE HAUTE-NORMANDIE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

VU :

La loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 précitée,

L'arrêté préfectoral du 26 février 1988 autorisant la Société HOYER LAVAGE à exploiter une unité de lavage de citernes et de conteneurs, Zone Industrielle Les Alizés à SANDOUVILLE,

L'arrêté préfectoral du 12 février 1996 imposant des prescriptions complémentaires à la S.A.R.L. HOYER LAVAGE pour l'incinération des gaz à l'aide d'une torchère sur son site de SANDOUVILLE,

L'arrêté préfectoral du 25 janvier 1999 autorisant la S.A.R.L. HOYER LAVAGE à exploiter une installation de dégazage de conteneurs vides d'ammoniac sur son site de SANDOUVILLE,

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Préfecture.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Égalité Fraternité

Le rapport de l'inspection des Installations Classées en date du 12 août 1999,

L'avis favorable émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa séance du 14 septembre 1999,

Les notifications faites à l'exploitant les 31 août 1999 et 23 SEP. 1999

CONSIDERANT :

Que plusieurs plaintes pour nuisances olfactives ont été formulées dans le secteur de la zone des Alizés à SANDOUVILLE,

Qu'entre autres activités exercées dans ce secteur, certains conteneurs traités par la S.A.R.L. HOYER LAVAGE ont pour origine l'activité de la thiochimie, mettant en œuvre des produits contenant des molécules de mercaptans, particulièrement odorantes,

Que l'exploitant a mené plusieurs opérations afin de remédier aux émanations générées sur son site, et notamment le lancement d'une première étude olfactive, la mise en service d'un traitement expérimental par babotage complété par l'ajout d'un échelon de traitement par charbon actif,

Qu'il n'en demeure pas moins que le risque d'émettre des quantités faibles de produits n'est pas nul,

Qu'il est nécessaire de prescrire la réalisation d'une étude technico économique concernant la résorption des émissions de mercaptans et d'H₂S lors des opérations de lavage de citernes ou conteneurs issus de la thiochimie,

Qu'il convient ainsi de garantir aux tiers ayant eu à souffrir des épisodes odorants, la mise en œuvre d'une solution technique de nature à dominer de manière notable les risques de pollution,

Qu'il y a lieu, en conséquence, de faire application de l'article 18 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 susvisé,

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} : La S.A.R.L. HOYER LAVAGE, dont le siège social est 5, Boulevard du Midi à ROUEN, est tenue de respecter, pour son site de SANDOUVILLE, les prescriptions annexées au présent arrêté et relative aux nuisances olfactives.

En outre, l'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) - parties législatives et réglementaires - du Code du Travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront fournis par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

ARTICLE 2 : Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

ARTICLE 3 : L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail, de l'inspection des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 4 : En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article 23 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

ARTICLE 5 : Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins un mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article 34.1 du décret précité du 21 septembre 1977 modifié, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article 14 de la loi du 19 juillet 1976 susvisée, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

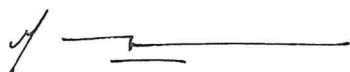
ARTICLE 7 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet du HAVRE, le maire de SANDOUVILLE, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de SANDOUVILLE.

Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

ROUEN, le 4 OCT. 1999

Pour ampliation
Le chef de service



Alain AUGER-BORDE

LE PREFET,

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général.

Roger PARENT

En pour être annexé à mon arrêté
en date du :
ROUEN, le : 4 OCT. 1999
LE PRÉFET,

Société HOYER LAVAGE
à Sandouville

Pour le Préfet, par délégation,
le Secrétaire Général.
Roger PARENT

PRESCRIPTIONS ANNEXÉES
À L'ARRÊTÉ DU

4 OCT. 1999

«

PRÉVENTION DES ÉMISSIONS ODORANTES

1 - Généralités

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires afin de limiter les émissions odorantes pouvant provoquer une gêne à l'extérieur de l'emprise du site faisant l'objet de la présente autorisation.

2 - Activités de lavage de citernes et conteneurs issus de la thiochimie

2.1 - Étude technico-économique préalable

Dans un délai de **deux mois** à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant remet à l'Inspection des Installations Classées une **étude technico-économique** concernant la résorption des émissions de mercaptans et d' H_2S lors des opérations de lavage de citernes ou conteneurs issus de la thiochimie.

Cette étude doit comprendre a minima :

- un descriptif du mode de traitement actuel, des produits mis en cause, de leurs seuils de perception et de la gêne dont ils peuvent être la cause,
- des mesures de terrain permettant de déterminer les quantités de produits émis à l'atmosphère aux différents stades de ce traitement,
- une réflexion sur les émissions diffuses associées,
- des propositions techniques (installations, modes opératoires...) visant à supprimer les émissions **canalisées et diffuses** susceptibles de provoquer une gêne à l'extérieur de l'emprise du site. Les justificatifs de l'efficacité des moyens techniques sont apportés par l'exploitant.

Les solutions techniques proposées doivent être composées d'installations fixes industrielles et équipées de moyens permettant de s'assurer de l'efficacité des traitements retenus.

2.2 - Amélioration du procédé

Dans un délai de **six mois** à compter de la notification du présent arrêté et **après accord de l'Inspecteur des Installations Classées**, l'exploitant met en œuvre une des solutions techniques proposées.

»